



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°8 | Novembre 2024

GUERRE DE GAZA : QUEL BILAN APRÈS UNE ANNÉE DE CONFLIT ?


Fondation Pierre du Bois
pour l'histoire du temps présent

Ozcan Yilmaz *

GUERRE DE GAZA : QUEL BILAN APRÈS UNE ANNÉE DE CONFLIT ?

Les conflits du Moyen-Orient sont composés de différents niveaux de conflictualité hérités des contextes historiques successifs. Une déstabilisation provoque rapidement l'activation de ces différents niveaux et un conflit comprend en effet plusieurs autres. À cause du vide de pouvoir (absence d'acteurs capables de s'imposer sur le plan régional et d'empêcher l'ingérence des puissances étrangères), la fragilité des frontières et identités nationales, ces conflits se régionalisent rapidement et provoquent des ingérences comme des débordements de violences. Tout bilan doit ainsi tenir compte de ces différents niveaux de conflictualité activés.

L'impact du conflit actuel concerne en premier lieu l'évolution de la question palestinienne et, à l'intérieur de celle-ci, les rapports entre ses différents représentants, notamment le Hamas et l'OLP.

L'échec d'Oslo et l'intifada de 2002 ont provoqué une démobilisation pour la question palestinienne et une marginalisation du mouvement palestinien représenté par l'OLP. Cela a été renforcé avec l'inefficacité de l'Autorité palestinienne, le conflit entre le Fatah et le Hamas, les pressions israéliennes, le contexte du 11 septembre 2001, les attentats islamistes à travers le monde, les violences islamistes dans les guerres civiles et les rivalités régionales en Syrie, Irak, Yémen... La question palestinienne semblait être oubliée et sa résolution à travers la création d'un État palestinien ne plus être de l'ordre du jour.

A travers une violence sans précédent et indiscriminée avec de nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité selon les experts de l'ONU, les attaques du 7 octobre 2023 « rappellent » l'existence de cette question dont la non-résolution ne fait que renforcer la radicalisation et la violence.

Néanmoins, malgré le défi posé à Israël, le Hamas ne semble de loin pas avoir acquis la légitimité de représentant des Palestiniens. S'il échappe à l'élimination, cela ne pourra être qu'au prix du démantèlement de son appareil militaire et du partage de la direction du Gaza avec l'OLP, Israël ou une force arabe ou internationale. Concernant la création d'un État palestinien, il faut souligner que, notamment à cause du morcellement du territoire lié à la colonisation et des craintes de sécurité après l'attaque du Hamas, celui-ci a très peu de chance de voir le jour à court



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°8 | Novembre 2024

terme. Néanmoins, malgré toutes ces difficultés, à l'heure actuelle la seule alternative à cette solution est le statu quo et toute la violence et souffrance qu'il génère.

Du côté israélien, l'élan initial de solidarité à l'intérieur et dans le monde a cédé la place au doute et à la méfiance. L'incapacité d'Israël d'atteindre rapidement ses objectifs militaires à Gaza et stopper les attaques du Hezbollah au nord, provoque la remise en question de l'une des raisons d'être d'Israël : constituer un espace de sécurité pour les Juifs qui décident de s'y installer. Certaines déclarations et décisions de la composante d'extrême droite de l'actuel gouvernement israélien par rapport aux gazaouis comme son attitude par rapport au sort des otages, renforce la division séculiers-religieux qui touche les fondements de l'État et la société. La guerre désastreuse menée à Gaza, le nombre extrêmement élevé de victimes civiles et les objectifs contradictoires par rapport à l'avenir de Gaza et ses habitants ont aussi affaibli le soutien international pour Israël qui se trouve sur le banc des accusés pour risque de génocide. En janvier 2024, la Cour internationale de justice met en garde contre un risque plausible de génocide et adopte les mesures conservatoires selon lesquelles « Israël doit notamment s'abstenir de commettre des actes entrant dans le champ d'application de la Convention sur le génocide ». Cela n'a pas pu diminuer l'intensité de la guerre ni les conséquences graves pour les civiles. Selon le rapport du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme de novembre 2024, les femmes et les enfants représentent 70% des victimes.

Avec la réélection de Donald Trump il est impossible de prévoir l'évolution de la politique américaine concernant le conflit. Sa première présidence, 2017-2021, a été marquée par un soutien fort à Israël notamment à travers la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël en décembre 2017 et les accords d'Abraham de septembre 2020 pour la normalisation des relations diplomatiques entre Israël et plusieurs États arabes. Durant sa campagne, il a déclaré être favorable que la guerre de Gaza prenne fin. Il est très proche des positions de Benjamin Netanyahu, mais il a aussi des relations très complexes avec les pays arabes du Golfe qui peuvent influencer les décisions du Hamas. Il est difficile de s'attendre à une modification significative du soutien américain à Israël, mais il est probable qu'un désengagement dans le dossier ukrainien incite l'administration Trump à soutenir de manière plus active les faucons israéliens et les monarchies du Golfe contre le « danger iranien » dans l'objectif d'obtenir un nouvel accord sur le programme nucléaire et balistique de l'Iran. Cela est susceptible de contribuer à une régionalisation du conflit.

En ce qui concerne l'élan initial du soutien à Israël, on peut aussi observer un changement significatif en Europe. De plus en plus d'États européens comme l'Espagne, l'Irlande et le Norvège ont reconnu la Palestine en tant qu'État indépendant. Les pays comme l'Allemagne et l'Angleterre commencent à revoir leur politique de soutien militaire et la France appelle à un embargo concernant la livraison d'armes.

À l'exception de leur abstention, en mars 2024, lors de l'adoption pour la première fois d'une résolution des Nations Unies par le Conseil de sécurité appelant à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza, Israël continue à bénéficier du soutien diplomatique des États-Unis. Néanmoins, il est de plus en plus isolé dans l'Assemblée générale qui a adopté, en septembre 2024, une résolution exigeant d'Israël « de mettre fin à son occupation illicite du Territoire palestinien au plus tard dans 12 mois ».

Privé de profondeur stratégique à cause de la taille réduite de son territoire et se trouvant dans un environnement hostile, Israël a basé sa doctrine de sécurité sur sa capacité de dissuasion et d'élimination de toute menace à sa sécurité à l'extérieur de ses frontières. Mais, après une année de guerre impitoyable, sa capacité de dissuasion est



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°8 | Novembre 2024

remise en question en tout cas envers les acteurs non-étatiques comme le Hamas, le Hezbollah et les Houtis. On sait très peu de chose sur la capacité militaire du Hamas, mais sa chaîne de commandement, sa capacité à tirer des roquettes ne semblent pas avoir été totalement éliminées. Il continue à détenir des otages et exercer une pression sur le gouvernement israélien. Les opérations contre les Houtis et le Hezbollah ne les ont pas contraints à stopper leurs attaques contre Israël. Un drone et un missile hypersonique des Houtis ont pu atteindre Tel Aviv. La stratégie de décapitation du Hezbollah a considérablement affaibli ce dernier. Mais, malgré l'assassinat de son leader Hassan Nasrallah et la quasi-totalité de ses hauts responsables, le Hezbollah continue à organiser des attaques contre Israël. Il provoque ainsi le départ des habitants du nord d'Israël et maintient la pression sur le gouvernement israélien. Mais, il faut souligner que ce dernier est au bénéfice d'une opinion publique plus favorable grâce aux coups portés au Hezbollah et à l'Iran.

La haine d'Israël constitue l'un des fondements idéologiques et raisons d'être de la République Islamique de l'Iran. En défiant l'hégémonie régionale israélienne, l'Iran se substitue aux États arabes dans la « défense de la Palestine et de l'Islam ». La riposte iranienne d'avril dernier au bombardement de son ambassade par Israël montre que cela peut déboucher sur des actions concrètes. L'assassinat d'Ismael Haniyeh, le chef politique du Hamas, en Iran et la décapitation de la direction du Hezbollah ont conduit l'Iran à revoir sa politique de « patience stratégique » consistant à ne pas riposter aux attaques d'Israël pour éviter de provoquer une guerre avec l'implication américaine. Comme de nombreux responsables iraniens ont déclaré, les missiles du Hezbollah pointés sur Israël dissuadent celui-ci à attaquer le programme nucléaire iranien. Selon eux, en cas d'effondrement de l'allié libanais, la patience iranienne peut inciter Israël à envisager la destruction des capacités militaires iraniennes sur le sol iranien. Comme ses attaques du 13 avril et du 1^{er} octobre 2024 contre Israël le montrent, l'Iran n'est pas prêt à accepter l'élimination de la ceinture de sécurité constituée de ses alliés régionaux.

Le conflit actuel montre que l'Iran et ses alliés ne peuvent plus être séparés de la question palestinienne. Face à l'Iran, Israël dépend du soutien des USA et de leurs alliés occidentaux ou arabes. Israël a riposté aux attaques iraniennes d'avril et d'octobre. L'administration Biden a joué un rôle important pour inciter Israël à limiter l'effet de ses attaques et ne pas frapper les sites nucléaires ni les installations pétrolières. Le défi iranien à l'hégémonie israélienne jette ainsi les bases d'une réalité structurelle susceptible de déboucher sur une confrontation militaire générale qu'il ne faut pas exclure.

Sur le plan régional, le conflit montre très clairement un déséquilibre des forces au profit d'Israël. L'intérêt national dicte la politique des États voisins et la solidarité islamique ou arabe relève plutôt de la rhétorique. L'incapacité des États arabes et musulmans de prendre des décisions communes et des mesures concrètes est mise à l'évidence par le conflit.

Comme d'autres guerres en cours dans la région menées par certains États qui dénoncent les opérations israéliennes, la guerre de Gaza a aussi un impact sur le déroulement des opérations militaires. Dans ces guerres, la distinction civils-militaires s'efface, les habitants et les infrastructures civiles sont régulièrement attaqués. Les belligérants tentent d'augmenter la pression sur l'adversaire à travers l'utilisation des missiles, drones, cyberattaques à distance. La question de la responsabilité des victimes et des destructions n'occupe pas une place très importante.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°8 | Novembre 2024

Le conflit a aussi un impact sur les apports avec l'Occident, l'Europe. L'impuissance de l'ONU et du dispositif humanitaire international est attribuée à l'« hypocrisie » de l'Occident. Ce dernier est accusé de traiter les cas palestinien et ukrainien à travers un « double standard ». Il est vrai que le nombre de victimes civiles, le niveau de destruction des infrastructures civiles à Gaza n'a pas conduit les USA et États européens à modifier radicalement leur politique de soutien militaire et diplomatique à Israël et cela malgré la décision des mesures conservatoires de la Cour internationale de justice. Néanmoins, il faut souligner que les plus grandes mobilisations citoyennes ont lieu en Occident, et de nombreux États moyen-orientaux dénonçant l'Occident ne respectent pas le droit humanitaire dans des opérations qu'ils mènent au Yémen, en Irak, au Kurdistan, au Baloutchistan...

Le conflit a aussi un impact sur l'évolution de l'antisémitisme. Depuis le début du conflit, les propos antisémites et les actes de violence antisémites augmentent dans le monde. Parallèlement, on assiste à un changement d'attitude de certains mouvements ou personnalités traditionnellement antisémites profitant de ce contexte pour contribuer à une augmentation de l'islamophobie ou l'arabophobie à travers la défense d'Israël.

À travers la problématique de l'antisémitisme, le conflit impacte aussi le fonctionnement des démocraties occidentales en ce qui concerne notamment la liberté d'organisation et d'expression comme la liberté académique. De plus en plus d'associations, d'organisations et de personnalités dans des domaines politiques, culturels, artistiques et universitaire dénoncent des entraves à la liberté d'expression et un rétrécissement de l'espace laissé aux différentes formes de critiques de la guerre, des politiques des gouvernements européens ou de soutien aux droits des Palestiniens.

Su plan géopolitique mondial ou les rapports nord-sud, l'implication iranienne montre également que le « nouveau bloc » qui serait constitué de la Russie-Iran-Chine, les BRICS ou le « sud global » restent pour le moment sans aucun impact significatif. Malgré les intérêts russes et chinois réels en Iran, il est difficile de parler d'un soutien concret de la Russie ou de la Chine à ce pays.

L'histoire récente du Moyen-Orient montre que la radicalisation est intimement liée aux contextes de guerres, de déstabilisation et de répression qui commencent souvent avec des interventions cherchant à « régler » les problèmes en donnant une « nouvelle face » à un pays ou à la région. Il est difficile de comprendre la radicalisation d'Al-Qaïda et des Talibans sans l'intervention soviétique de « contingent limité » visant à régler la question afghane et la répression, les violences et humiliations qu'elle a provoquées. Il faut se rappeler que l'intervention israélienne de la « Paix en Galilée » a contribué à la naissance du Hezbollah, et l'intervention américaine de « libération de l'Irak/Iraqi Freedom » à celle de DAESH.

Il faut espérer que la situation actuelle ne débouche pas sur une radicalisation encore plus grave que celle qui était à l'origine des attaques du 7 octobre 2023. Comme l'évolution du conflit peut le montrer, la violence détruit tout mais ne construit rien. La solution ne peut être que politique et diplomatique. De plus, la solution, deux États, est connue dès le début du conflit et continue à s'imposer après toute la souffrance. Quelques soient sa délimitation géographique, l'avenir des colons israéliens, les garanties de sécurité pour Israël... la création d'un État palestinien reprend sa place dans l'ordre du jour comme une condition nécessaire pour la solution du conflit israélo-palestinien.